

**PAU ▶ 660 places en parkings-relais créées d'ici fin 2019** P. 8

**STATION ▶**

## Artouste galère pour trouver des moniteurs de ski

L'École du ski français n'est pas venue à Noël.

PAGE 5

**CONCERTS À PAU**  
L'OPPB célèbre la chanson française

PAGES 6-7

**SOULE**  
Musculdy lance ses Mascarades

PAGE 15



© D.R.

**TÉMOIGNAGE**

Une Paloise raconte son Dakar avec Johnny Hallyday

PAGES 2-3

## Section : pourquoi Le Garrérés claque la porte



© MARC ZIRNHELD

**DIVORCE ▶** Le vice-président, inquiet pour l'avenir du club et en désaccord avec Pontneau et Mannix, a démissionné. Explications.

Pages 18-19

Retrouvez l'information immédiate sur [larepubliquedespyrenees.fr](http://larepubliquedespyrenees.fr)

## Foire au porc

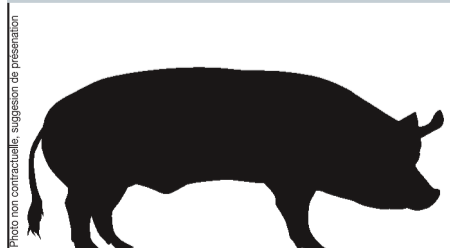
Jusqu'au 7 janvier

## Intermarché

HYPER

Boucherie Traditionnelle

SERRES-CASTET



**Saucisse de Toulouse ou Chair à Saucisse**

Fabrication Maison  
Origine France

**3,95**  
Le kg

**Chair à pâté**

Origine France

**2,95**  
Le kg



**leDRIVE**  
Intermarché

[www.drive.intermarche.com](http://www.drive.intermarche.com)

Route de l'aéroport **SERRES-CASTET** - 05 59 33 21 01

Suivez-nous sur FACEBOOK





# Lactalis: des contrôles troubles

L'affaire du lait infantile contaminé aux salmonelles rebondit: les autorités auraient mis du temps à réagir. Un contrôle en septembre n'avait rien décelé.

Les autorités auraient-elles réagi avec retard après la découverte de salmonelles dans l'usine Lactalis en août et novembre 2017? *Le Canard Enchaîné* affirme que des inspecteurs vétérinaires n'ont rien détecté lors d'une visite de contrôle en septembre.

## Quelle a été la réponse de l'État?

Un arrêté préfectoral, daté du 9 décembre et publié à la fin du mois, a demandé l'arrêt de l'activité de production de poudres de lait infantile de l'usine Lactalis de Craon, en Mayenne. À cette occasion, le gouvernement avait annoncé le 10 décembre un retrait massif de lots de lait, alors que jusque-là, seuls quelques lots avaient été rappelés. Onze jours plus tard, Lactalis procédait au rappel de l'ensemble de ses laits et autres produits infantiles produits dans cette usine depuis février.

Le ministère de l'Agriculture, épinglé par *Le Canard Enchaîné*, a reconnu hier qu'aucune anomalie n'a été décelée en septembre dans

l'usine lors d'un contrôle sanitaire. Cela s'explique par le fait que l'inspection «portait» seulement sur «un nouvel atelier de mélange à sec de céréales» et pas sur les activités de poudre de lait.

Le ministère affirme n'avoir «pas eu connaissance» des résultats des auto-contrôles menés par le groupe en août et en novembre qui avaient décelé, eux, des traces de salmonelles dans les bâtiments, mais pas sur les chaînes de production. En face, Lactalis rétorque que «les autorités ont à disposition les résultats des audits en permanence».

Hier soir, le groupe a résumé sa version des faits: «Les deux seules analyses positives, l'une en août et l'autre en novembre, de traces de salmonelle ont été révélées uniquement dans l'environnement et non dans les produits. Cela a donné lieu comme il se doit à l'application d'un programme de nettoyage adapté et à des contrôles renforcés sur les lots fabriqués à ces dates, contrôles qui se sont tous révélés négatifs. Toutes ces analyses ont été transmises aux autorités compétentes dès le début.»



Le ministère de l'Agriculture a reconnu hier soir qu'aucune anomalie n'a été décelée en septembre dans l'usine lors d'un contrôle sanitaire. Photo AFP

## Où en est l'enquête judiciaire?

Une enquête préliminaire a été ouverte fin décembre par le parquet de Paris, notamment pour «blessu-

res involontaires» et «mise en danger de la vie d'autrui».

«Comment peut-on expliquer que Lactalis a su et n'a rien fait depuis août? Et l'État?», s'interrogeait, hier, Quentin Guillemain, président de l'Association des familles victimes du lait contaminé aux salmonelles, à l'origine de la première plainte, déposée mi-décembre. Une deuxième plainte a été déposée vendredi par l'Association de consommateurs UFC Que Choisir.

## Où en est l'usine de Craon?

Lactalis affirme que «tout ce qui est fabriqué dans l'usine de Craon est arrêté depuis le 8 décembre», alors que Quentin Guillemain continue d'avancer qu'une «partie de l'usine fonctionne aujourd'hui même». De source proche de Bercy, on explique que le site de Craon comporte en fait deux usines, une de produits infantiles et une autre pour les fromages.

## Les salmonelles potentiellement dangereuses

### D'où viennent les salmonelles?

Elles proviennent du tube digestif des animaux. Souvent, c'est un manquement aux règles d'hygiène qui déclenche une contamination à l'alimentation humaine. Les salmonelles survivent aux basses températures, y compris à la congélation, mais meurent à la cuisson. Dans le cas de Lactalis, le directeur du Centre national de référence salmonelles à l'Institut Pasteur, François-Xavier Weill, estime qu'il y a plusieurs hypothèses. «La salmonelle est rentrée via des animaux, ou des

produits animaux comme le lait», dit-il. «Ou alors, comme dans certains laits on rajoute des compléments, comme la lécithine ou des végétaux, c'est par là que la salmonelle s'est introduite.»

### Quelles conséquences pour la santé?

Les salmonelles sont à l'origine des salmonelloses, maladies infectieuses «généralement bénignes» selon le ministère de l'Agriculture, et «relativement fréquentes». Les symptômes, qui surviennent en moyenne au bout d'une demi-journée, sont ceux de la gastro-entérite. Un

adulte en bonne santé va guérir en quelques jours. Mais il peut y avoir des complications, comme une septicémie. Et pour un nourrisson, le risque de déshydratation est bien plus élevé.

### Que faire pour s'en débarrasser?

Lavage des mains avant et après toute manipulation de viande, Respect de la chaîne du froid, conservation des aliments crus à part des autres, etc.. Pour un industriel, la décontamination, qui s'effectue par des produits chimiques, est impérative. Lactalis semble avoir échoué dans ce domaine.

## Bioéthique: l'opinion des Français évolue

Un sondage Ifop révèle qu'une majorité de Français est désormais favorable à une évolution des lois sur les questions de bioéthique: PMA, GPA et fin de vie.

Six Français sur dix (60%) sont favorables à la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes homosexuelles, selon un sondage Ifop publié hier dans le quotidien *La Croix*. Ils étaient un peu moins d'un quart (24%) à y être favorable en 1990, souligne le quotidien alors que s'ouvriront les états généraux de la bioéthique le 18 janvier.

57% pensent que les femmes célibataires devraient aussi pouvoir recourir à la PMA (insémination artificielle), un chiffre qui a en revanche peu évolué sur cette période. 64% se disent également favorables à ce que l'on autorise en France le recours à une mère porteuse ou GPA (gestation pour autrui) dont 18% «dans tous les cas» et 46% «pour des raisons médicales seulement».

### «Une vague de fond»

Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'Ifop, ne relève dans cette enquête «aucun cli-



60% des Français se disent favorables à la PMA pour les couples de femmes. Photo AFP

vage majeur, ni entre les générations, ni selon les préférences politiques», selon un communiqué du quotidien. «Cela confirme qu'il s'agit d'une vague de fond.»

Ces chiffres confortent d'ailleurs une enquête Ifop de septembre 2017, montrant qu'au moins 64% des Français sont favorables à

l'ouverture de la PMA aux femmes seules et aux couples lesbiens. La PMA pour toutes, célibataires ou en couple, est une promesse de campagne d'Emmanuel Macron. Il a depuis souhaité qu'un «débat apaisé» puisse avoir lieu «durant l'année 2018». Le Comité d'éthique s'est prononcé en juin en fa-

veur de cette mesure.

Les Français estiment, en outre, que la gratuité (90%) et l'anonymat (85%) du don de gamète (ovocytes ou spermatozoïdes) doivent être conservés.

Par ailleurs, la grande majorité (80%) d'entre eux se prononce en faveur de la modification génétique des embryons humains mais «pour guérir les maladies les plus graves avant la naissance».

En revanche, ils sont tout aussi nombreux (78%) à rejeter le recours aux manipulations génétiques «pour améliorer certaines caractéristiques des enfants à naître (obésité, couleurs des yeux...)».

Une grande partie de la société (89% des personnes interrogées) se prononce aussi pour une évolution de la loi sur la fin de vie, note le quotidien: pour 47%, il faut légaliser l'euthanasie, pour 24%, il faut légaliser l'euthanasie et le suicide assisté et pour 18%, le suicide assisté. Par contre, 11% estiment qu'il ne faut pas changer la législation actuelle.

## INDRE-ET-LOIRE

### Tupperware: les salariés en grève pour réclamer un meilleur plan social

L'unique usine Tupperware en France, à Joué-lès-Tours, en Indre-et-Loire, dont la fermeture a été décidée par le fabricant de boîtes alimentaires en plastique, est en grève depuis mardi matin pour réclamer un meilleur plan social pour les 235 salariés. «Toute l'usine est arrêtée», a déclaré Antonio Constantino, délégué CGT de l'entreprise. Selon lui, la direction propose une prime supralégale équivalente à six mois de salaire pour les salariés ayant plus de 30 ans d'ancienneté, avec une dégressivité d'un mois par tranche de dix ans d'ancienneté. L'ancienneté moyenne des salariés de l'usine est de 35 à 40 ans, a précisé le délégué CGT. Celui-ci réclame également 24 mois de congé de formation pour les salariés de plus de 50 ans. Selon lui, la moyenne d'âge des salariés s'établit à 51 ans.

## CHAMPIGNY/MARNE

### Policiers agressés: une 2<sup>e</sup> enquête ouverte

Une deuxième enquête a été ouverte sur les conditions d'organisation de la soirée en marge de laquelle deux policiers ont été violemment agressés dimanche à Champigny-sur-Marne. Une première enquête, confiée à la Sûreté territoriale, concerne elle l'agression des deux policiers, un capitaine de police et d'une gardienne de la paix. Pour l'heure, aucune interpellation n'a eu lieu. Par ailleurs, pour «revenir sur la situation de Champigny-sur-Marne mais aussi aborder plus largement la question des violences envers les forces de l'ordre», le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb rencontrera les syndicats de police le 10 janvier, a annoncé le ministère.

## PARTI SOCIALISTE

### Vallaud-Belkacem pas candidate à la succession de Cambadélis

Najat Vallaud-Belkacem (Photo archives AFP), que nombre de ses camarades poussaient à prendre la succession de l'ex Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, ne briguera pas la tête du parti lors de son congrès en avril, affirme-t-elle dans une interview à *L'Obs* qui paraît aujourd'hui. «Je sais que cela peut paraître étrange de ne pas céder à l'amicale pression de ses amis, que les standards de la politique nous ont plutôt habitués au contraire, mais je veux vraiment réfléchir, travailler et comprendre d'autres mondes que le seul monde politique», explique l'ancienne ministre de l'Éducation.

## INTERNET

### Une loi à venir contre les «fake news» en période électorale

Marqué par ses démêlés avec des médias russes, Emmanuel Macron veut s'attaquer aux «fake news» qui circulent sur internet en période électorale avec un texte de loi qui «sera détaillé dans les semaines qui viennent». «Les plateformes se verront imposer des obligations de transparence accrues sur tous les contenus sponsorisés afin de rendre publique l'identité des annonceurs et de ceux qui les contrôlent, mais aussi de limiter les montants consacrés à ces contenus», a-t-il précisé. «En cas de propagation d'une fausse nouvelle, il sera possible de saisir le juge à travers une nouvelle action en référé permettant, le cas échéant, de supprimer le contenu mis en cause, de déréférencer le site, de fermer le compte utilisateur concerné, voire de bloquer l'accès au site internet», a-t-il poursuivi.